

POSTULAT

du groupe CSPO, par le député Diego Clausen, concernant la gare haute de Brigue – une chance pour le Valais (09.03.2010) 5.056

Les CFF veulent renoncer à la réalisation de la gare haute de Brigue. Les travaux de planification, en cours depuis 2006, sont ainsi gelés!

Il ne s'agit pas dans ce cas uniquement de la région Brig-Glis / Naters. Non, c'est l'ensemble du Valais qui est concerné. A quel titre?

Sur le plan cantonal, intercantonal et international:

le changement de stratégie financière de la Confédération concernant l'extension des nouvelles infrastructures ferroviaires empêche de rénover le poste d'aiguillage à Brigue. Ce qui signifie également un non à la 4^{ème} voie CFF entre Viège et St. German. Ce serait extrêmement négatif pour le développement global de l'infrastructure ferroviaire en Valais (liaisons régionales, intercantionales (correspondance optimisée avec Genève) et internationales optimales, aménagement complet du tunnel de base NLFA, cadence d'une demi-heure, etc.). De plus, la sécurité en gare de Brigue est remise en question si le poste d'aiguillage actuel est laissé tel quel.

Sur le plan de l'agglomération et régional:

le renouvellement du poste d'aiguillage permettrait d'aménager une gare haute pour le MGB sur les voies 1 et 2.

Le trafic individuel, le trafic public (terminal postal) et les piétons pourraient circuler de manière plus fluide à l'avenir.

Un énorme potentiel urbanistique en surfaces commerciales, artisanales et d'habitation s'ouvrirait, ce qui irait tout à fait dans le sens de l'aménagement cantonal du territoire (densification des centres urbains, meilleure desserte grâce aux transports publics).

Si l'on en croit le porte-parole des CFF, M. Revaz, le projet n'est "que" remis, pas enterré...

Je prie donc le Conseil d'Etat de s'entretenir avec les CFF, le BLS et la conférence sur les agglomérations afin que l'on puisse trouver une solution dans cette affaire importante pour l'ensemble du Valais.

Je prie également le Conseil d'Etat d'examiner la possibilité d'un préfinancement par le canton afin que le projet 2018 puisse se réaliser comme prévu.

Sion, le 9 mars 2010
(09h55)

Groupe CSPO, par
Diego Clausen, député